

*Initiatives ministérielles*

Le gouvernement fédéral a décidé de se lancer en croisade non pas contre la pauvreté chez les enfants, mais contre le déficit.

Mais alors pourquoi consacrer inutilement 26 millions de dollars à la commission Spicer? Ou encore 9 millions de dollars à l'étude des propositions constitutionnelles? Pourquoi organiser toutes ces campagnes de relations publiques? À côté de toutes ces dépenses, la stratégie des enfants en santé semble une bonne affaire.

De nos jours, plus d'un million d'enfants vivent dans la pauvreté au Canada. Bon nombre de ces enfants naissent pauvres et malades et le demeureront si nous ne changeons pas notre façon de traiter nos citoyens les plus fragiles, les nouveau-nés. Le temps est venu d'aider ces enfants.

J'en viens à parler des prestations pour enfants que le gouvernement propose dans son livre blanc et qu'il considère comme le joyau de son dernier budget. En réalité, ce n'est que de la pacotille. À en croire le ministre de la Santé et le ministre des Finances, les pauvres toucheront plus d'argent grâce à ce programme, qui devait simplifier le système des prestations. Pourtant, le programme a servi avant tout à diviser les pauvres en deux catégories: les pauvres méritants et les pauvres non méritants, comme si l'on pouvait faire des distinctions entre les pauvres. Les pauvres ont besoin d'aide et sont tous méritants.

Dans une étude qu'il a effectuée, Ken Battle, de la Caledon Institute of Social Policy, montre à quel point les prestations pour enfants sont trompeuses. C'est la carotte qu'on nous tend quelques mois avant les prochaines élections, pourtant les prestations diminueront rapidement puisqu'elles sont indexées à un taux inférieur au taux d'inflation.

Permettez-moi de vous citer un extrait de ce livre blanc sur les prestations pour enfants: «Les versements mensuels seront relevés chaque année en fonction des hausses de l'indice des prix à la consommation. . . » C'est là qu'on ajoute. . . «au-delà de 3 p. 100.» Voilà le hic. Les prestations ne seront pas indexées en fonction du taux d'inflation.

• (1730)

Par ailleurs, ce que les travailleurs pauvres gagneront ainsi, ils le perdront à cause des changements apportés aux allocations familiales. Incidemment, un journal national a évalué les répercussions du dernier budget sur le revenu de trois familles.

Une famille touchant un revenu de 65 000 \$ par année économisera 124 \$ au moment de faire sa déclaration fiscale, contrairement à seulement 73 \$ pour un couple de travailleurs avec trois enfants et un revenu de 22 000 \$. Que peut faire une famille de cinq avec 73 \$?

Peut-être acheter un costume de neige pour un des enfants. Ce que le gouvernement donne d'une main, il le reprend de l'autre en supprimant le crédit pour enfant à charge et en augmentant les cotisations au Régime de pensions du Canada.

Le pire coup que le gouvernement a porté aux familles, c'est lorsqu'il a opposé les gens qui avaient besoin de services de garde à ceux qui réclamaient une augmentation des allocations familiales. Le gouvernement s'est appuyé sur un sondage évasif, truffé de questions alambiquées, pour justifier sa décision d'abandonner son projet de garderies. Voici l'argument que nous ont servi les conservateurs: «Nous avons nourri les enfants affamés. Ils étaient notre première priorité.»

C'est ridicule. À mon avis, les enfants sont la dernière priorité des conservateurs. Une visite à n'importe quelle banque d'alimentation le confirmera. Le gouvernement n'a rien fait avec les allocations pour les enfants et il a enlevé tout espoir aux familles qui l'ont élu en 1984 et en 1988 parce qu'il leur avait promis un programme universel de garderies. Le gouvernement a trahi la population canadienne.

Si vous me laissez encore une minute, monsieur le Président, je conclurai en disant que le gouvernement a tout ramené à une question d'argent. Selon lui, le pays n'a pas les moyens d'avoir des garderies. Je pense, au contraire, qu'il n'a pas les moyens de s'en priver. C'est nécessaire pour les familles et pour rendre nos travailleurs plus productifs. Comment une mère peut-elle travailler à l'extérieur, et c'est le cas de plus de 60 p. 100 des Canadiennes, si elle s'inquiète de savoir qui prend soin de ses enfants? Combien de familles peuvent se permettre de ne pas avoir deux revenus en ces temps difficiles sur le plan économique? Les parents ont besoin de travailler, et les enfants ont besoin de garderies.

Le gouvernement doit concilier les deux et se rendre compte que de bonnes garderies à but non lucratif sont une nécessité, pas un luxe.

Ce n'est pas l'argent qui fait la valeur d'un pays, mais sa population. Si les gens sont sans emploi et malades, s'ils vivent dans la pauvreté et qu'ils sont exploités, un pays ne peut être fort. Le Canada s'affaiblit de jour en jour parce que le gouvernement a adopté des orientations économiques obscures et que, sur le plan social, il laisse le pays à la dérive.

Le gouvernement pourra se servir de sa majorité pour faire adopter ce projet de loi par lequel il demande l'autorisation d'emprunter 24,7 milliards de dollars ainsi que 3,9 milliards de dollars supplémentaires pour couvrir le déficit qu'il a réalisé durant l'exercice en cours, mais les électeurs de Winnipeg-Nord ne s'en réjouiront certainement pas.